



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU HAUT-RHIN

**PRÉFECTURE**

Direction des collectivités locales  
et des procédures publiques

Bureau des enquêtes publiques et installations classées

SK/711

## **ARRÊTÉ**

**du 02 MAI 2017** portant mise en demeure à la société  
**PROTECHNIC pour son établissement de CERNAY**

LE PREFET DU HAUT-RHIN  
Chevalier de la légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du mérite

- VU** le code de l'environnement et notamment son article L.171-8-I,
- VU** l'arrêté préfectoral n°950665 du 25 avril 1995 portant autorisation d'exploiter à la société PROTECHNIC à Cernay,
- VU** l'arrêté préfectoral du 28 mars 2017 portant prescriptions complémentaires à la société PROTECHNIC pour son site de Cernay,
- VU** la visite d'inspection de l'établissement du 30 mars 2017,
- VU** le rapport du 21 avril 2017 de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées,

**CONSIDERANT** que l'article 1-2-1 de l'arrêté préfectoral du 28 mars 2017 autorise le stockage de 18 tonnes d'encres mélangées réutilisables et que lors de l'inspection, 21 tonnes d'encres mélangées étaient stockées,

**CONSIDERANT** que l'article 2-6-1 de l'arrêté préfectoral du 28 mars 2017 impose que l'exploitant tienne à jour les plans de son établissement, alors qu'il a été constaté que les plans qu'il a transmis au préfet le 12 décembre 2016 sont erronés en ce qui concerne la partie nord-ouest de son établissement,

**CONSIDERANT** que l'article 3-1-1 de l'arrêté préfectoral du 28 mars 2017 impose que les installations susceptibles de dégager des gaz, en l'occurrence des solvants, doivent faire l'objet d'un dispositif d'aspiration en vue de traiter les émissions et que ceci n'est pas réalisé pour divers postes d'émission présents dans la cuisine à couleurs,

**CONSIDERANT** que l'article 5-1-4 de l'arrêté préfectoral du 28 mars 2017 impose que les déchets soient éliminés dans des installations autorisées à cet effet et que l'exploitant a fait éliminer les déchets dangereux issus des opérations d'entretien/curage des 3 séparateurs d'hydrocarbures de la même façon que les matières issues de la vidange des 2 fosses septiques présentes sur le site,

**CONSIDERANT** que l'article 5-1-6 de l'arrêté préfectoral du 28 mars 2017 impose la rédaction de bordereaux de suivi de déchets industriels (BSDI), notamment pour les déchets dangereux, et que l'exploitant n'a pas établi ces bordereaux pour les déchets résultant des opérations de curage/entretien menées le 20 janvier 2017 de 3 séparateurs d'hydrocarbures considérés comme étant des déchets dangereux,

**CONSIDERANT** que l'article 7-2-1 de l'arrêté préfectoral du 28 mars 2017 impose que le site soit clôturé et que l'article 7-2-1-1 de ce même arrêté impose que les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir un libre accès aux installations, alors que dans la partie ouest du bâtiment nord, une zone de stockage de matériel n'est pas clôturée et que le personnel d'une société tierce a un libre accès à cette zone d'entreposage,

**CONSIDERANT** que l'article 7-5-7 de l'arrêté préfectoral du 28 mars 2017 impose qu'en cas d'utilisation de coussins obturateurs d'avaloirs d'eaux pluviales de ruissellement, les avaloirs doivent être identifiés sur le site, et que des consignes doivent être établies et affichées, et que ces dispositions ne pas mises en œuvre à proximité du bâtiment « Frisomat »,

**CONSIDERANT** en conséquence que la société PROTECHNIC ne respecte pas les prescriptions des articles 1-2-1, 2-6-1, 3-1-1, 5-1-4, 5-1-6, 7-2-1, 7-2-1-1 et 7-5-7 de l'arrêté préfectoral du 28 mars 2017 susvisé, et que sont donc ainsi réunies les conditions permettant la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure définie à l'article L171-8-I du code de l'environnement,

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin,

## ARRÊTE

### Article 1er :

La société PROTECHNIC, désignée « l'exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est 41 avenue Montaigne- BP 30178 à CERNAY cedex (68702), est mise en demeure de respecter les prescriptions techniques des articles 1-2-1, 2-6-1, 3-1-1, 5-1-4, 5-1-6, 7-2-1, 7-2-1-1 et 7-5-7 de l'arrêté préfectoral du 28 mars 2017 susvisé, reprises aux articles suivants, dans les délais impartis aux articles suivants, pour l'exploitation de ses installations situées à la même adresse.

### Article 2 :

**Au plus tard le 31 mai 2017**, et conformément aux dispositions de l'article 1-2-1 de l'arrêté préfectoral du 28 mars 2017 susvisé s'agissant des quantités de produits (*liquides inflammables*) autorisées dans l'établissement :

« Dépôt de liquides inflammables	- catégorie 2 : <ul style="list-style-type: none"><li>• 4 citernes (MEC, Acétate d'éthyle, Acétate d'isopropyle, Ethanol) pour un poids total cumulé de 10,10 t ;</li><li>• fûts (encres neuves) : 13 t ;</li><li>• fûts (encres mélangées réutilisables dans l'activité d'impression du site) : 18 t ;</li><li>• dans les installations : 2 t</li></ul> ».
-------------------------------------	---

### **Article 3 :**

**Au plus tard le 31 mai 2017**, et conformément aux dispositions de l'article 2-6-1 de l'arrêté préfectoral du 28 mars 2017 susvisé s'agissant des plans de l'établissement et plus particulièrement les limites de l'établissement classé :

*« L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :*

- (...)
- les plans tenus à jour
- (...) ».

### **Article 4 :**

**Au plus tard le 31 mai 2017**, et conformément aux dispositions de l'article 3-1-1 de l'arrêté préfectoral du 28 mars 2017 susvisé s'agissant des postes d'émission de solvant qui doivent faire l'objet d'un dispositif d'aspiration et de traitement :

*« (...) Les installations susceptibles de dégager des fumées, gaz, poussières ou odeurs sont munies de dispositifs permettant de collecter et canaliser autant que possible les émissions. Ces dispositifs, après épuration des gaz collectés en tant que de besoin, sont munis d'orifices obturables et accessibles (conformes aux dispositions de la norme NF X44-052) aux fins de prélèvements en vue d'analyse ou de mesure.*

*(...)*

*L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de meilleures techniques disponibles, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.*

*(...) ».*

### **Article 5 :**

**Dès la notification du présent arrêté de mise en demeure**, et conformément aux dispositions de l'article 5-1-4 de l'arrêté préfectoral du 28 mars 2017 susvisé s'agissant de l'élimination des déchets, et notamment les déchets dangereux (*matières de curage/entretien des séparateurs d'hydrocarbures*) :

*« L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet. »*

### **Article 6 :**

**Dès la notification du présent arrêté de mise en demeure**, et conformément aux dispositions de l'article 5-1-6 de l'arrêté préfectoral du 28 mars 2017 susvisé s'agissant des bordereaux de suivi de déchets dangereux :

*« Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005 relatif au bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article R. 541-45 du code de l'environnement. (...) ».*

### **Article 7 :**

**Au plus tard le 31 mai 2017**, et conformément aux dispositions de l'article 7-2-1 de l'arrêté préfectoral du 28 mars 2017 susvisé s'agissant du dispositif de clôture en périphérie de site :

*« (...) L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.(...). ».*

#### **Article 8 :**

**Au plus tard le 31 mai 2017**, et conformément aux dispositions de l'article 7-2-1-1 de l'arrêté préfectoral du 28 mars 2017 susvisé s'agissant de l'interdiction d'accès aux installations du site par des personnes étrangères à l'établissement :

*«Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir un accès libre aux installations. De plus, en l'absence de personnel d'exploitation, cet accès est interdit aux personnes non autorisées (clôture, fermeture à clé, etc ).*

*L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement. Il établit une consigne quant à la surveillance de son établissement.».*

#### **Article 9 :**

**Au plus tard le 31 mai 2017**, et conformément aux dispositions de l'article 7-5-7 de l'arrêté préfectoral du 28 mars 2017 susvisé s'agissant de l'identification sur le site des avaloirs d'eaux pluviales de ruissellement de sol à obturer en cas d'incident ou de sinistre et de la réalisation et l'affichage des consignes de mise en œuvre :

*« (..)*

**Aires de dépotage de véhicules citernes, de déchargement/chargement de produits liquides ou pâteux :**

*Ces aires de dépotage, et notamment :*

- l'aire de dépotage de solvant à proximité du local des solvants et encre (Ouest du bâtiment DECOPLAST),*
- l'aire de déchargement des bidons d'encre (partie Sud du bâtiment M4-stockage de matières plastiques),*
- l'aire de chargement des conteneurs de solvants souillés et eaux de lavage souillées (associée au bâtiment F),*

*Sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art.*

*Les volumes de rétention sont adaptés :*

- aux volumes des véhicules citernes (et aux volumes des compartiments de la citerne du véhicule),*
- aux volumes des conteneurs chargés et transportés,*  
*dans le respect des prescriptions de l'article 7.5.3 (...). Il appartient à l'exploitant de s'en assurer, notamment au vu du volume des citernes routières fréquentant son site.*  
*Ces volumes de rétention peuvent n'être mis en œuvre que de façon temporaire lors des opérations de déchargement/chargement. A cet effet, pour éviter tout écoulement de produits polluants dans le réseau d'assainissement des eaux pluviales du site :*

*- (...)*

*- en cas d'utilisation de tampons/oussins obturateurs d'avaloirs :*

- les avaloirs à obturer doivent être précisément identifiés sur site (panneau d'identification, couleurs de grille, etc.)*
- le nombre de oussins/tampons obturateurs disponibles correspond au nombre d'avaloirs à obturer,*
- ces oussins/tampons obturateurs sont stockés à proximité des lieux d'emplois et dans des conditions garantissant leur bon état*
- ces oussins/tampons obturateurs sont toujours en bon état et susceptibles de répondre à leur fonction d'obturation.*

*Une consigne quant à la mise en œuvre de ces organes et moyens d'isolement est établie.*

*Les réseaux de rejet/évacuation sont isolés préalablement aux opérations de dépotage, pompage, déchargement et chargement.*

*(...)*

*Une consigne quant au contrôle du bon fonctionnement et du bon état de ces équipements et moyens d'obturation est établie.*

*L'exploitant porte dans un registre spécial, tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées, les dates de contrôles et commentaires.  
(...) ».*

**Article 10 :**

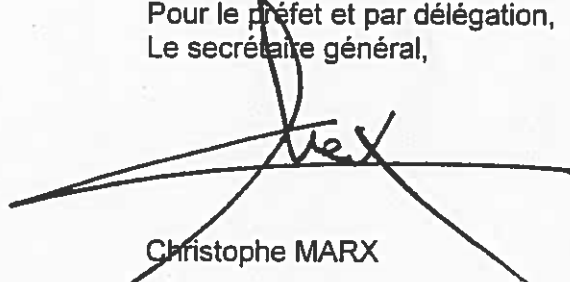
Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

**Article 11 :**

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, le sous-préfet de Thann-Guebwiller et la directrice régionale de l'environnement, l'aménagement et du logement (DREAL) chargée de l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera notifiée à l'exploitant.

Fait à Colmar, le **02 MAI 2017**

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,



Christophe MARX

**Délais et voie de recours :**

En vertu de l'article R421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Strasbourg ne peut être saisi que par voie de recours formé contre cette décision, et ce, dans les deux mois à partir de sa notification.

